

BAC 2013

Les correcteurs contraints de falsifier leurs notes

L'objectif des plus de 80% de réussite sera atteint. Comment ? Les inspecteurs exercent des pressions sur les correcteurs pour qu'ils augmentent leurs moyennes. Pourquoi ? Il faut montrer que tout va bien. Pourtant, cette supercherie masque mal la dégradation des conditions d'apprentissage, conséquence des nombreuses suppressions de postes et aggravée par la réforme des lycées.

Tout va bien ?

La presse a relayé la situation des professeurs de français d'Orléans-Tours invités à noter sur 24 au lieu de 20. Mais c'est général.

Quelques exemples à Nancy-Metz dans plusieurs disciplines :

- **En sciences (SVT et physique-chimie)**, l'inspection demande aux correcteurs de saisir leurs notes toutes les 10 copies. Dès que le correcteur indique une moyenne inférieure à l'objectif académique, l'inspecteur lui envoie un message pour qu'il revoie sa correction.
- **En sciences et technologies industrielles (STI2D)**, les inspecteurs demandent aux membres de jury de l'épreuve orale terminale de leur transmettre les notes avant de les saisir. Dans un document de cadrage, ils précisent : « le cas échéant, les notes modifiées seront saisies lors de la réunion d'harmonisation ».
- **En français, en histoire-géographie**, il est demandé qu'aucun collègue (quelle que soit la qualité de son lot de copies) ne soit en dessous de l'objectif académique. En réunion dite d'harmonisation, les correcteurs dont la moyenne est trop basse doivent rester en présence de l'inspecteur pour remonter les notes des copies les plus faibles.
- **En langues**, les modalités choisies pour les nouvelles épreuves orales ainsi que leur organisation précipitée montrent bien quel peu de cas est fait de l'égalité et de l'objectivité dans la préparation et l'évaluation des élèves : évaluations dès le mois d'avril, sur le temps d'apprentissage, ajoutées dans les obligations de service des enseignants, collègues qui évaluent leurs propres élèves, organisations différentes selon les établissements... Que, dans ces conditions, la préparation des élèves soit médiocre ne gêne pas l'inspection. Seuls les résultats affichés comptent puisqu'elle dit aux enseignants-évaluateurs : « Vous avez le pouvoir de mettre les notes qu'il faut pour que vos élèves ne soient pas pénalisés ».
- **En sciences de gestion (STMG)** : Pour la nouvelle épreuve anticipée, les IPR annoncent en réunion préparatoire que celle-ci a notamment pour but d'augmenter le nombre de mentions au bac. En réunion d'harmonisation ensuite, les collègues ont été "invités" à une séance d'auto-critique puis à remonter les notes sur le serveur déverrouillé pour l'occasion.
- **En philosophie et en mathématiques**, les correcteurs ayant les moyennes les plus basses étaient jusqu'ici, incités à « faire un effort ». Cette année, avec la première session du bac « post réforme du lycée » passera-t-on comme c'est le cas dans les autres matières de l'incitation à l'obligation d'être tous dans les objectifs fixés à un niveau académique ?

Quel objectif à tout ça ?

Pour SUD Éducation c'est clair : quand les programmes sont trop vastes pour être faits dans le temps imparti, que les classes sont surchargées, que les enseignants sont contraints d'avancer au pas de charge, qu'il leur est impossible de mener toute pédagogie réellement différenciée et alternative, que la charge et les conditions de travail s'alourdissent et que les élèves sont de moins en moins bien préparés,...

Il faut montrer que tout va bien !

... il faut montrer le bien fondé des réformes, que l'on peut faire aussi bien - voire mieux - avec moins de moyens, que chacun se félicite des résultats obtenus dans un contexte où sont mis en concurrence collègues, établissements, académies, pays de l'OCDE. Tout est fait pour maquiller la baisse de qualité, gonfler artificiellement les résultats et faire croire que les objectifs sont atteints. Et, dommage collatéral qui tombe bien : voilà le bac décrédibilisé et menacé un peu plus, alors qu'il fait partie du socle de nos garanties collectives.

SUD Éducation Lorraine revendique :

- la **défense des diplômes nationaux**, l'arrêt de la généralisation du contrôle continu et le rétablissement de toutes les **épreuves terminales**. Nous souhaitons que le bac soit délivré dans les conditions d'anonymat et d'objectivité qu'ils méritent ;
- l'**arrêt des pressions hiérarchiques** exercées sur les collègues correcteurs ;
- l'abandon des logiques de performance, pilotage par les résultats et autres contrats d'objectifs. La réflexion et les politiques éducatives doivent partir des besoins et définir les moyens nécessaires.
- l'**abrogation de la réforme du lycée** ;

*Les contre-réformes de ces dernières années (réforme des 3 lycées, socle commun, LPC...) et les suppressions de postes ont gravement dégradé la qualité du service public éducatif et les conditions de travail des personnels. Le gouvernement actuel a renoncé à remettre en cause les fondements idéologiques de ces décisions. Nous nous y attendions car **sans vraie mobilisation, il n'y aura pas de vraie refondation de l'école.***